

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

# **Pourquoi il faut voter contre l'adoption en l'état du projet "socialiste"**

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : lundi 12 juin 2006

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**Le Bureau National du Parti Socialiste a adopté à une quasi unanimité des présents et après une discussion de 10 heures, le Projet Socialiste pour 2007, intitulé « Réussir ensemble le changement ». Ce texte doit être soumis aux militants pour adoption définitive par une Convention Nationale le 1er Juillet. Donc, tout va pour le mieux dans le monde du 10, rue de Solférino.**

Or, il se trouve qu'en dehors des trois abstentions (Arnaud Montebourg, et deux membres de la sensibilité de Jean Luc Mélenchon), les deux animateurs de FMDS (Forces Militantes pour la Démocratie et le Socialisme), Marc Dolez et Gérard Filoche ont voté contre. Mais leur vote n'a pas été enregistré, car ils n'étaient qu'invités au Bureau : ils en ont été écartés du fait de leur refus de voter la synthèse au Congrès du Mans. Et aujourd'hui, c'est bien l'ensemble de FMDS qui appelle à rejeter ce Projet.

D'abord parce que la méthode adoptée que nous n'avons cessé de dénoncer est indigne d'un parti qui se veut démocratique :

- ▶ refus de soumettre aux militants au moins les multiples amendements présentés par plusieurs courants en tentant de les intégrer pour la plupart dans un texte volontairement flou. Rappelons que FMDS a déposé un projet alternatif « *Pour une VIème République Sociale, propositions pour une Alternative anti-libérale* ». Ce projet n'a jamais été discuté sur le fond par la Commission du Projet, pas plus que les dix amendements que nous en avons tirés ;
- ▶ temps ridiculement faible d'examen du texte par les militants, sans véritable débat possible, surtout pour les nouveaux adhérents venus exprès pour cela (On peut se demander s'il ne s'agit pas de publicité mensongère !) ;
- ▶ amendements fédéraux possibles, mais seulement après le vote des militants, et selon une procédure complexe, qui leur donne une faible chance d'aboutir. Tout cela, c'est du jamais vu dans l'histoire du Parti !

Ensuite et surtout parce que ce texte comporte dans sa formulation actuelle, non seulement des zones d'ombre qui ouvrent la voie à toutes les interprétations, mais aussi parce que sur des sujets importants, il ne satisfait pas effectivement la priorité essentielle qui est de répondre à l'urgence sociale tout en engageant des transformations radicales de la société dans laquelle nous vivons, de véritables ruptures par rapport aux tendances actuelles. Il ne s'en donne pas d'ailleurs les moyens. Pour citer les exemples les plus significatifs :

- ▶ En mettant en avant la contrainte extérieure et la réduction des déficits, en affirmant qu'on ne pourra pas tout faire et qu'il faudra établir des priorités, on justifie par avance tous les renoncements aux mesures annoncées sur les retraites, sur la protection sociale, sur la santé, sur l'éducation... On cède par avance aux dogmes libéraux et aux normes imposées par Bruxelles et la Banque Centrale Européenne. Au lieu de cela, nous avons proposé une toute autre politique accélérant de manière significative, par un juste retour des choses, le transfert de la richesse produite du capital vers le travail en amélioration des salaires et des prestations sociales, 100 milliards d'euros par an durant 5 ans, en référence aux 10 points de PIB que le capital a pris au travail ces 20 dernières années, ce qui représenterait 160 milliards en 2005). Cela exige une révision drastique de la fiscalité et des cotisations sociales. Nous savons que cela ne se fera pas sans expliquer, sans négocier et sans combattre. Mais il s'agit d'une priorité politique dont nous avons montré dans notre projet qu'elle était tenable et qu'elle pouvait s'opérer, y compris en y associant les TPE et les PME les plus dynamiques qui souffrent aujourd'hui de règles de sous-traitances iniques imposées par les multinationales.
- ▶ Il n'y a rien sur le coup d'arrêt à donner aux licenciements boursiers, rien de correct sur les 35 heures (on se contente d'un bilan avec les partenaires sociaux au lieu de commencer par rétablir par la loi ce qui a été supprimé par la droite pour vider de son sens cet acquis social), rien de clair sur les salaires (Un SMIC à 1500 euros brut et non net et une conférence salariale au lieu d'une politique globale liant le SMIC aux minima sociaux), des modalités qui restent vagues sur la retraite à 60 ans (pas d'indexation sur les salaires, ni les 10 meilleures années, ni le taux de remplacement à 75%, ni retour du nombre d'années de cotisations au nombre moyen réel d'années travaillées

## Pourquoi il faut voter contre l'adoption en l'état du projet "socialiste"

---

par les salariés français, soit 37,5 annuités) ; on nous dit que le Projet n'est pas un programme ; c'est vrai ; mais refuser d'être concret sur toutes les mesures sociales prioritaires, n'est ce pas d'avance tout un programme ?

- ▶ On a aussi reculé sur la parlementarisation de la République, en conservant un Président de la République élu au suffrage universel, alors que tous les jours, on peut en constater les effets néfastes. Quant à la limitation du cumul des mandats, elle est d'une timidité affligeante. Exit donc la VIe République, comme au Mans.
- ▶ Le plan de relance européen proposé par le prochain Président de la République, s'il est de gauche, ne comprend aucune mesure mobilisatrice pour impliquer les citoyens des divers pays et pour renforcer fondamentalement la démocratisation des institutions.
- ▶ Ni au niveau français, ni au niveau européen, ni au niveau mondial, ne sont proposées des mesures efficaces et claires pour lutter contre les excès de la mondialisation financière et en particulier contre les délocalisations (On les accompagne par une Agence de Réindustrialisation au lieu de mettre en place en Europe des tarifs extérieurs communs) et l'augmentation des inégalités Nord /Sud (Que des généralités sur l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale).

Et ainsi de suite... (Par exemple pour éviter de s'engager sur le droit au logement opposable, on se contente de demander au Conseil économique et Social un rapport... que le Haut Comité au logement des plus défavorisés a déjà fait en Décembre 2005) !

Ce projet ne permet pas de construire avec les autres forces de Gauche l'alternative anti-libérale à laquelle une majorité de français aspire, comme l'a montré le vote du 29 mai 2005. Il nous conduit tout droit à une faible mobilisation et à une dispersion de notre électorat, ce qui multiplie les risques d'un nouveau 21 avril 2002.

En somme, on peut parler d'une plate forme minimum contenant suffisamment d'ambiguïtés pour permettre à chaque présidentiable de bâtir sa propre interprétation du projet et son propre programme. Il est sans souffle et ne débouche que sur des dynamiques de renoncement. Par chance, Forces Militantes n'a pas de candidat à présenter ; nous sommes donc libres d'exprimer notre déception sans risquer de représailles, et donc de voter clairement contre ce texte.

**Voter en nombre contre ce projet, et pas seulement s'abstenir, c'est permettre de reprendre le débat lors de la convention nationale sur les points litigieux et insuffisants, c'est donner un signal fort aux présidentiables pour orienter leurs propositions futures.**

Le Parti Socialiste appartient à ses militants. Sa politique ne devrait pas être dictée par les médias. Il faut faire entendre notre voix, celle des socialistes conscients des enjeux et de leurs responsabilités. Et si vous voulez prendre connaissance de ce que devrait être un Projet vraiment socialiste, lisez donc le notre. Mais vous ne le trouverez pas dans l'Hebdo, puisque cela nous a été refusé, alors, demandez le nous en nous contactant (ou téléchargez le sur ce site).

---

## Le projet proposé par FM-DS en téléchargement



**Pour une VIe république sociale** (pour impression)



**Pour une VIe république sociale** (pour consultation écran, avec signets)

**Pour une VIe république sociale** (format traitement de texte)

*Post-scriptum :*

## Le projet proposé par FM-DS en téléchargement



**Pour une VIe république sociale** (pour impression)



**Pour une VIe république sociale** (pour consultation écran, avec signets)

**Pour une VIe république sociale** (format traitement de texte)